



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.6/49/L.6
4 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
SIXIÈME COMMISSION
Point 137 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SIXIÈME SESSION

Argentine, Australie, Bélarus, Belgique, Canada, Danemark,
Fédération de Russie, Finlande, Islande, Italie, Jamaïque,
Malaisie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Suède et
Trinité-et-Tobago : projet de résolution

Conférence des Nations Unies chargée de créer une cour criminelle internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/41 du 28 novembre 1990 et 46/54 du 9 décembre 1991, par lesquelles elle a prié la Commission du droit international d'examiner la question d'une juridiction pénale internationale, y compris la possibilité de créer une cour pénale internationale ou un autre mécanisme pénal,

Rappelant aussi sa résolution 47/33 du 25 novembre 1992, par laquelle elle a chargé la Commission du droit international d'élaborer un projet de statut pour une juridiction pénale internationale,

Rappelant en outre sa résolution 48/31 du 9 décembre 1993, par laquelle elle a prié la Commission du droit international de poursuivre ses travaux à titre prioritaire en vue d'élaborer ce projet de statut, si possible à sa quarante-sixième session,

Constatant que la Commission du droit international, à sa 2374e séance, a adopté le texte de ce statut et décidé, à sa 2376e séance, de lui recommander, conformément à l'article 23 de son statut, de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires chargée d'examiner le projet de statut et de conclure une convention portant création d'une cour criminelle internationale,

Rappelant que l'article VI de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide¹ prévoit la possibilité de traduire des particuliers devant la cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction,

Rappelant aussi que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 827 (1993) du 25 mai 1993, par laquelle il a créé un tribunal international dans le seul but de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit humanitaire international commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, a estimé que la création d'un tribunal de ce type contribuerait à mettre fin à ces violations et à poursuivre leurs auteurs en justice,

Convaincue que la coopération internationale pour la poursuite et la répression efficaces de crimes de portée internationale aura à gagner de la création d'une cour criminelle internationale permanente,

1. Décide de convoquer, en 1996, une conférence des Nations Unies au niveau de participation le plus élevé possible;

2. Déclare que la Conférence sera chargée de conclure une convention portant création d'une cour criminelle internationale;

3. Décide de constituer une commission préparatoire de l'Assemblée générale, ouverte à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, à laquelle participeront des observateurs conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale;

4. Décide que la Commission préparatoire tiendra au début de 1995 une session d'organisation et en 1995 et 1996 des sessions de fond qui toutes auront lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, et dont le calendrier et la durée seront déterminés par la Commission préparatoire lors de sa session d'organisation;

5. Décide que la Commission préparatoire, lors de sa session d'organisation, élira, compte dûment tenu d'une représentation géographique équitable, le Président et les autres membres de son bureau;

6. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre les dispositions voulues pour assurer des services de secrétariat;

7. Décide que les travaux préparatoires et la Conférence elle-même seront financés à l'aide du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et dans les limites des ressources existantes;

8. Décide de créer un fonds de contributions volontaires destiné à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés d'entre eux, à participer pleinement et effectivement à la Conférence et aux travaux préparatoires, et invite les gouvernements à contribuer à ce fonds;

¹ Résolution 260 A (III), annexe.

9. Prie le Président de la Commission préparatoire de présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, un rapport sur l'avancement des travaux de la Commission;

10. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de ses cinquantième et cinquante et unième sessions une question intitulée "Conférence des Nations Unies chargée de créer une cour criminelle internationale".
